

Décret portant vente de domaines nationaux, lors de la séance du 15 février 1791

Citer ce document / Cite this document :

Décret portant vente de domaines nationaux, lors de la séance du 15 février 1791. In: Archives Parlementaires de 1787 à 1860 - Première série (1787-1799) Tome XXIII - Du 6 février 1791 au 9 mars 1791. Paris : Librairie Administrative P. Dupont, 1886. p. 204;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1886_num_23_1_10211_t1_0204_0000_4

Fichier pdf généré le 07/07/2020

à l'Assemblée que, dans le département de l'Indre, sur 350 curés fonctionnaires publics, il n'en est pas vingt qui se soient refusés à prêter le serment. (*Applaudissements.*)

M. le **Président** donne lecture d'une lettre du maire de Paris, en date du 14 février, qui fait part de trois adjudications de biens nationaux; la première, d'une maison rue Saint-Dominique, faubourg Saint-Germain, estimée 29,415 livres, adjugée 38,300 livres; la deuxième, d'une partie de terrain de 168 toises, rue de Buffon, louée 280 livres, estimée 3,910 livres, adjugée 10,300 livres; la troisième, d'une maison enclos Saint-Martin, louée 400 livres, estimée 5,680 livres, adjugée 10,300 livres.

Plusieurs membres du comité d'aliénation proposent et l'Assemblée décrète les ventes suivantes au profit des municipalités ci-après, savoir :

Département d'Indre-et-Loire, municipalité de Channay, district de Langeais, pour la somme de.....	30,005 l.	2 s.	5 d.
Département du Loiret, municipalité de Beaugency, district du même lieu.....	171,956	4	2
Même département, municipalité de Saint-Martin-sur-Oncre, district de Gien.....	9,366	10	»
Municipalité de Saint-Marc.....	6,719	»	»
Municipalité de Croisille.....	27,827	5	»
Municipalité de Vendôme.....	22,826	3	9
Municipalité du Mans.....	139,345	»	»
Municipalité de la ville d'Auxerre.....	142,899	»	»
Département de la Seine-Inférieure, district de Caux, municipalité de Rouen.....	1,876,640	4	8
A la municipalité de Vervins, département de l'Aisne.....	241,675	»	»
A celle de Sains et Richaumont, même département.....	115,045	»	»
A celle de Chevregny, même département...	38,115	»	»
A celle de Boissy-le-Sec, département d'Eure-et-Loir.....	10,929	2	»
A celle de Janville, même département...	400,502	12	»
A celle de Laon, département de l'Aisne.	554,733	12	»

M. le **Président** annonce l'ordre du jour de la séance de ce soir et de celle de demain, et lève la séance à deux heures et demie.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE M. DUPORT.

Séance du mardi 15 février 1791, au soir (1).

La séance est ouverte à six heures et demie du soir.

Un de MM. les secrétaires fait lecture des adresses suivantes :

Adresse de la société des amis de la Constitution établie à Anduze, qui exprime avec énergie les sentiments d'admiration, de reconnaissance et de dévouement, dont elle est pénétrée, pour l'Assemblée nationale : elle fait une pétition d'armes.

Adresse des administrateurs composant le directoire du district de Belley, qui dénoncent un écrit antipatriotique répandu dans ce district et dans tout le diocèse de Genève, à la partie de France, intitulé : *Lettre pastorale de Monseigneur l'évêque et prince de Genève*. Ils apprennent que, malgré les déclarations qui terminent cette lettre, le plus grand nombre des fonctionnaires publics de leur arrondissement a déjà prêté le serment sans réclamation.

Adresse de la société des amis de la Constitution, établie à Vezelise, qui annonce que le curé de la communauté de Marthemont a fait le sacrifice d'une somme de 500 livres qui lui est due par l'Etat, en faveur des habitants de sa paroisse, en arrière à la subvention de 1789, d'une somme de 277 livres.

Adresse de la société des amis de la Constitution, séante à Mont-de-Marsan, aux citoyens du département des Landes, pour leur faire sentir l'excellence et la sublimité de la constitution civile du clergé.

Adresse de la société des amis de la Constitution, séante à Nantes, qui expose que le seul moyen d'assurer le calme intérieur, et de déjouer les ennemis de la nation, est de casser par un décret toute l'armée de ligne, de la recréer aussitôt après le plan d'organisation militaire par l'Assemblée.

Adresse des amis de la Constitution de Lisieux, qui font des observations sur l'organisation militaire.

Adresse de M. Brie-Serrant, qui fait hommage à l'Assemblée de plusieurs projets de ports et de canaux, et lui soumet quelques observations relatives au bien public et à la perfection de la Constitution.

Adresse de 2,316 citoyens de Lyon, qui demandent l'abolition de toutes les maîtrises, jurandes et corporations qui entravent l'industrie et l'exercice des arts.

Adresse des officiers municipaux de Bonpère, district de la Châteigneraye; de Bouillonville, district de Pont-à-Mousson; de Saint-Médard-d'Excideuil, département de la Dordogne; de Saint-Jean-du-Gard, distr. et d'Alais; des villes de Cahuzac, de Vertus, d'Avesnes, de Saint-Pourçain, qui envoient les procès-verbaux du serment civique prêté par les curés et fonctionnaires publics de ces différentes paroisses, au milieu des acclamations et des transports de leurs paroissiens. Ces officiers municipaux se répandent en éloges les

(1) Cette séance est incomplète au *Moniteur*.